

## APPENDICE I

### Chronologie

(Suite de la chronologie des pages 77-84 du présent volume.)

1948. 28 juin, des élections provinciales générales ont lieu au Nouveau-Brunswick; le gouvernement libéral de l'hon. J. B. McNair revient au pouvoir; 29 juin, l'Île du Prince-Édouard se prononce en faveur de la loi de tempérance sous la régie de l'État; 30 juin, le très hon. J. L. Isley démissionne comme ministre de la Justice; la quatrième session du vingtième Parlement est prorogée; 15 juillet, le Canada accorde son plein appui à une ordonnance du Conseil de sécurité des Nations Unies enjoignant aux Juifs et aux Arabes de cesser le combat en Palestine; 16 juillet, la *New York State Power Authority* annonce qu'elle a, de concert avec la Commission d'énergie hydroélectrique d'Ontario, déposé un projet en vue de la mise en valeur conjointe d'une installation hydroélectrique de 2,200,000 h. p. sur le Saint-Laurent, près de Massena (N.-Y.); 19 juillet, le Conseil économique et social des Nations Unies tient sa septième session à Genève; des représentants de 18 pays y assistent; M. L. D. Wilgress, ministre du Canada en Suisse, est le délégué du Canada; 22 juillet, dans le referendum tenu à Terre-Neuve, la majorité des votes favorise la confédération avec le Canada; 28 juillet, des élections provinciales générales ont lieu au Québec; le gouvernement de l'Union Nationale de l'hon. Maurice L. Duplessis revient au pouvoir; 5 août, le très hon. W. L. Mackenzie King démissionne comme chef du parti libéral après avoir été 29 ans à la tête de son parti; 7 août, le très hon. L.-S. St-Laurent, secrétaire d'État pour les Affaires extérieures, est choisi par le Congrès libéral national à Ottawa pour succéder au très hon. W. L. MacKenzie King comme chef du parti libéral; 17 août, les élections provinciales générales de l'Alberta ont lieu; le gouvernement créditiste de l'hon. Ernest C. Manning revient au pouvoir; 1<sup>er</sup> sept., le Code fédéral du travail instituant des mesures en vue des conventions collectives et du règlement des conflits industriels entre en vigueur; 10 sept., nomination du très hon. L.-S. St-Laurent comme ministre de la Justice; 1<sup>er</sup> sept., le comte Folke Bernadotte, médiateur des Nations Unies en Palestine, est assassiné à Jérusalem; le docteur Ralph Bunche est nommé médiateur suppléant; 21 sept.-11 déc., la troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies a lieu à Paris; la délégation canadienne comprend le très hon. W. L. Mackenzie King (qui prononce un discours d'adieu le 28 septembre), l'hon. Lester B. Pearson, l'hon. Lionel Chevrier, l'hon. A. G. L. McNaughton, général, le major-général Georges-P. Vanier et l'hon. Wishart McL. Robertson; 30 sept., M. John Bracken présente sa démission comme chef national du parti progressiste-conservateur au Canada; 2 oct., M. George A. Drew, C.R., est élu chef du parti progressiste-conservateur;

6-27 oct., des représentants du Canada et de Terre-Neuve se rencontrent à Ottawa pour y discuter des mesures définitives à adopter en vue de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération comme dixième province du Canada; 11-22 oct., rencontre à Londres des premiers ministres du Commonwealth pour y débattre des questions d'intérêt commun; en raison de l'indisposition du premier ministre Mackenzie King, le haut commissaire du Canada et, plus tard, le ministre de la Justice, le très hon. L.-S. St-Laurent, représentent le Canada; 19 oct., l'hon. Thomas L. Kennedy, ministre de l'Agriculture dans le gouvernement d'Ontario, est nommé premier ministre d'Ontario à la suite de la démission officielle de l'hon. George A. Drew; 20 oct., l'Assemblée générale des Nations Unies à Paris approuve le projet de contrôle de l'énergie atomique soumis par le Canada; 5 nov., l'hon. Stuart S. Garson, C.R., démissionne comme premier ministre du Manitoba en prévision de son entrée dans le Cabinet fédéral; 11 nov., le ministre de la Justice annonce que les représentants du Canada ont participé aux débats sur le pacte de sécurité de la région de l'Atlantique nord; 13 nov., l'hon. Douglas L. Campbell, ministre de l'Agriculture du Manitoba, est assermenté comme premier ministre du Manitoba; 14 nov., un fils (le prince Charles Philippe Arthur George) est né à leurs Altesses Royales la princesse Elizabeth et le prince Philippe; 15 nov., le gouverneur général, le vicomte Alexander, accepte la démission du premier ministre W. L. Mackenzie King qui prend sa retraite; le très hon. Louis-Stephen St-Laurent prête le serment comme président du Conseil privé et devient premier ministre du Canada; 10 déc., les Nations Unies adoptent la première déclaration mondiale des droits de l'homme proclamant la liberté et l'égalité pour tous; 11 déc., les représentants du Canada et de Terre-Neuve signent l'accord en vertu duquel Terre-Neuve, à la suite de l'approbation du Parlement du Canada et du gouvernement de Terre-Neuve et de la confirmation du Parlement du Royaume-Uni, sera admise dans la Confédération comme dixième province du Canada le 31 mars 1949; le très hon. L.-S. St-Laurent, premier ministre, et l'hon. Brooke Claxton, secrétaire d'État intérimaire pour les Affaires extérieures, signent au nom du Canada; 14 déc., la Cour suprême déclare légales la fabrication et la vente de l'oléomargarine et autres succédanés du beurre au Canada; l'interdiction sur les importations reste en vigueur; 21 déc., l'Irlande devient officiellement une république indépendante; 24 déc., le gouvernement canadien informe le gouvernement provisoire d'Israël qu'il reconnaît *de facto* l'État d'Israël en Palestine et *de facto* aussi l'autorité du gouvernement provisoire d'Israël.